

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29360]

11 AVRIL 2014. — Décret modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Article 1^{er}. Dans l'article 4^{ter} de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 5, les mots « , sous réserve de l'autorisation prévue à l'article 58, § 7, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, » sont insérés entre les mots « peuvent remplacer » et les mots « une ou plusieurs options de base simples »;

2° le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Les élèves inscrits dans une école supérieure des arts conformément aux conditions prévues à l'article 50 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française peuvent remplacer, sous réserve de l'autorisation prévue à l'article 58, § 8 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, une ou plusieurs options de base simples ou une option de base groupée par un nombre équivalent de période d'enseignement dans le domaine de la Musique, sans pouvoir déroger à l'alinéa 1^{er}, 1° à 5°. »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 8, les mots « , sous réserve de l'autorisation prévue à l'article 58, § 7, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, » sont insérés entre les mots « peuvent remplacer » et avant les mots « une ou plusieurs options de base simples »;

4° le paragraphe 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Les élèves inscrits dans une école supérieure des arts conformément aux conditions prévues à l'article 50 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française peuvent remplacer, sous réserve de l'autorisation prévue à l'article 58, § 8 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, une ou plusieurs options de base simples ou une option de base groupée par un nombre équivalent de période d'enseignement dans le domaine de la Musique, sans pouvoir déroger à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, et à l'alinéa 2. »

Art. 2. Dans la même loi, il est inséré un article 4^{nonies} rédigé comme suit :

« Article 4^{nonies}. – § 1^{er}. Les élèves de troisième, quatrième, cinquième et sixième année de l'enseignement secondaire ordinaire ou de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 peuvent effectuer un séjour scolaire individuel à l'étranger ou dans une autre communauté linguistique nationale.

Les séjours scolaires individuels sont effectués dans le cadre de programmes européens de mobilité ou de programmes organisés ou reconnus par le Gouvernement.

§ 2. Les séjours scolaires individuels sont considérés comme faisant intégralement partie de l'année scolaire au cours de laquelle ils ont lieu. Le conseil de classe tient compte des acquis scolaires de la période de mobilité dans l'évaluation globale de l'élève, en se fondant notamment sur les informations et évaluations fournies par l'école d'accueil située à l'étranger ou dans une autre communauté linguistique nationale.

Pour qu'il soit tenu compte de la période de mobilité par le Conseil de classe, l'élève concerné doit répondre aux conditions minimales suivantes :

1° avoir suivi régulièrement et assidument les cours dans son école d'accueil durant son séjour scolaire individuel;

2° pour les séjours scolaires de plus de trois mois, avoir suivi dans son école d'accueil une grille horaire correspondant à celle qu'il suit/aurait suivi dans son école d'origine en Communauté française;

3° avoir respecté les règles propres au programme de mobilité concerné;

4° pour les séjours scolaires de plus de trois mois, avoir respecté le contrat pédagogique établi préalablement par le Conseil de classe en concertation avec l'élève et ses responsables légaux.»

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II*

Art. 3. Dans l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, les mots « et dans les DASPA, tel que définis à l'article 2, § 1 er, 2°, du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » sont ajoutés après les mots « en première année différenciée ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécialisé de l'Etat et les homes d'accueil de l'Etat, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat*

Art. 4. Dans le chapitre III de l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécialisé de l'Etat et les homes d'accueil de l'Etat, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat, il est inséré un article 15/3 rédigé comme suit :

« Article 15/3. Le nombre de périodes restantes après imputation au capital-périodes des périodes attribuées à chaque membre des personnels paramédical, social, psychologique, auxiliaire d'éducation et administratif, conformément aux règles énoncées dans le présent chapitre, constitue le reliquat. ».

Art. 5. Dans le chapitre IIIbis du même arrêté royal, il est inséré un article 15quater rédigé comme suit :

« Article 15quater. Le nombre de périodes restantes après imputation au capital-périodes des périodes attribuées à chaque membre des personnels paramédical, social, psychologique, auxiliaire d'éducation et administratif, conformément aux règles énoncées dans le présent chapitre, constitue le reliquat. ».

Art. 6. Dans le même arrêté royal, il est inséré un chapitre IIIter rédigé comme suit :

« Chapitre IIIter – De l'utilisation des reliquats.

Article 15quinquies. Le Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, peut autoriser le transfert de reliquat entre internats, homes d'accueil et homes d'accueil permanent après consultation du comité de concertation de base.

Article 15sexies. Les reliquats ne peuvent pas être cédés à un établissement d'enseignement.

Article 15septies. Aucune nomination ne peut se faire dans le cadre de l'utilisation des reliquats. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire*

Art. 7. L'article 1^{er}, § 4bis, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire est complété par un 4^e alinéa rédigé comme suit :

« 4^e à fréquenter à temps partiel une structure subventionnée et agréée par l'AWIPH, par la Commission Communautaire française ou par l'INAMI. La prise en charge de l'élève par ce type de structure ne peut être supérieure à 4 demi-jours par semaine. Par dérogation accordée par le Ministre ayant en charge l'enseignement obligatoire dans ses attributions, durant les trois premiers mois de mise en œuvre du projet de scolarisation à temps partiel, l'élève est considéré comme répondant à l'obligation scolaire s'il fréquente l'école au minimum un demi-jour par semaine. Pour chaque élève concerné, le projet de scolarisation à temps partiel fera l'objet d'une convention entre l'établissement d'enseignement ordinaire ou l'établissement d'enseignement spécialisé, la structure subventionnée ou agréée par l'AWIPH, par la Commission Communautaire française ou par l'INAMI, le Centre PMS et les parents ou la personne exerçant l'autorité parentale. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 8. L'article 1^{er}, § 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire est complété par :

« 3^e les périodes d'enseignement dans le domaine de la Musique, suivies par des élèves inscrits dans une école supérieure des arts, conformément aux conditions prévues à l'article 50 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 9. § 1^{er}. L'article 58, paragraphe 7, du même arrêté royal est remplacé par :

« § 7. Le ministre ou son délégué peut, à titre exceptionnel et dans des cas individuels, à la demande du chef d'établissement, autoriser des élèves de troisième, quatrième, cinquième ou de sixième année de l'enseignement général ou technique de transition qui ont obtenu leur reconnaissance par le ministre ayant le sport dans ses attributions, comme élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, à remplacer une ou plusieurs options de base simples ou leur option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif dans le respect des conditions prévues à l'article 4ter, § 2, alinéa 5, et à l'article 4ter, § 3, alinéa 8, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire. ».

§ 2. L'article 58 du même arrêté royal est complété par le paragraphe suivant :

« § 8. Le Ministre ou son délégué peut, à titre exceptionnel et dans des cas individuels, à la demande du chef d'établissement, autoriser des élèves de troisième, quatrième, cinquième, ou de sixième année de l'enseignement général ou technique de transition qui ont réussi une épreuve d'admission dans une école supérieure des arts, à remplacer une ou plusieurs options de base simples ou leur option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'enseignement musical, dans le respect des conditions prévues à l'article 4ter, § 2, alinéa 6, et à l'article 4ter, § 3, alinéa 9, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire. ».

Art. 10. Dans l'article 59, alinéa 4, du même arrêté royal les mots « l'attestation d'avis de l'organisme de guidance accompagnée d'un protocole justificatif » sont remplacés par les mots « l'avis motivé de l'organisme chargé de la guidance des élèves de l'établissement d'enseignement spécialisé concerné ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance*

Art. 11. Dans l'article 6, paragraphe 1^{er}, 1^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance, les mots « au 31 décembre de l'année en cours » sont supprimés.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 12. Dans l'article 23 bis du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), est complété par les mots suivants :

« sauf dérogation accordée en application du paragraphe 4 ».

Art. 13. Dans l'article 24 du même décret, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, le Gouvernement peut déterminer une ou plusieurs options de la 3^eme année de l'enseignement de qualification relevant de plusieurs secteurs afin de permettre à des élèves de choisir leur orientation en connaissance de cause. ».

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) Orientation santé mentale et psychiatrie*

Art. 14. A l'article 6, paragraphe 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) Orientation santé mentale et psychiatrie, tel que remplacé par le décret du 17 juillet 2013, les mots « soit l'attestation de réussite de première année d'études menant à l'obtention d'un brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou le brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers spécialité psychiatrique » sont remplacés par les mots « soit un brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou le brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers spécialité psychiatrique ».

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 15. Dans l'article 39bis, § 1^{er}, 6^o, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, il est inséré un point i) rédigé comme suit :

« i) le modèle de Supplément au certificat Europass que les établissements scolaires doivent délivrer aux élèves titulaires de la certification concernée. ».

Art. 16. A l'article 80 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, le paragraphe 1^{er}bis suivant est ajouté :

« Tout établissement d'enseignement maternel et/ou primaire de la Communauté française doit informer les services du Gouvernement du nombre de places disponibles par année d'études, pour chacune de ses implantations.

Cette information doit être transmise à tout moment de l'année pour l'année scolaire en cours et à partir du mois de janvier pour l'année scolaire suivante. ».

Art. 17. A l'article 88 du décret du 24 juillet 1997 précité, le paragraphe 1^{er}bis suivant est ajouté :

« § 1bis Dans l'enseignement maternel et/ou primaire, tout pouvoir organisateur doit informer les services du Gouvernement du nombre de places disponibles par année d'études, pour chaque implantation de ses établissements.

Cette information doit être transmise à tout moment de l'année pour l'année scolaire en cours et à partir du mois de janvier pour l'année scolaire suivante. »

Art. 18. Dans l'article 98bis, § 3, 2^e tiret, du même décret, les mots « ou par une nouvelle décision en ce qui concerne l'admission à l'épreuve de qualification; » sont abrogés.

CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

Art. 19. A l'article 2 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 11^o est remplacé par :

« 11^o Maître d'adaptation et de soutien pédagogique : instituteur chargé d'assurer, de coordonner et de soutenir des activités éducatives visant à mettre en œuvre l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre; »;

b) dans le 25^o, les mots « maître d'adaptation » sont remplacés par les mots « maître d'adaptation et de soutien pédagogique ».

Art. 20. Dans les articles 11, 19, 20, 21, 31bis, 32, 33, 35 et 98ter du même décret, les termes « maître d'adaptation » sont chaque fois remplacés par les termes « maître d'adaptation et de soutien pédagogique ».

Art. 21. Dans l'article 33, § 3, du même décret, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Par tranche de 24 périodes attribuées à un maître d'adaptation et de soutien pédagogique, 6 périodes au maximum peuvent être réservées aux tâches de coordination et de soutien pédagogique au bénéfice des élèves soutenus.

La disposition prévue à l'alinéa précédent fait l'objet, lors de chaque rentrée scolaire, d'un avis favorable selon le cas du comité de concertation de base pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la commission paritaire locale pour l'enseignement officiel subventionné ou d'une concertation au sein de l'instance prévue à cet effet dans l'enseignement libre subventionné. ».

CHAPITRE XI. — *Disposition modifiant le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière*

Art. 22. L'article 9 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière est remplacé par :

« Article 9. En dehors du temps de prestation du membre du personnel, la formation organisée sur la base volontaire n'est pas limitée en nombre de demi-jours par année de formation.

Dans l'enseignement spécialisé et dans l'enseignement secondaire ordinaire, lorsqu'elle se déroule durant le temps de prestation des membres du personnel, elle ne peut dépasser six demi-jours par année de formation, sauf dérogation accordée par le Gouvernement sur la demande du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné.

Dans les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés, lorsqu'elle se déroule durant le temps de prestation des membres du personnel, elle ne peut dépasser 20 demi-jours par année de formation, sauf dérogation accordée par le Gouvernement sur la demande du directeur du centre psycho-médico-sociaux pour les centres organisés par la Communauté française, ou du pouvoir organisateur dans les centres subventionnés par la Communauté française. Une partie de ce quota peut être utilisée à des fins de supervision collective. »

CHAPITRE XII. — Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 23. Dans l'article 65, paragraphe 1^{er}, du même décret, les mots « l'article 7 » sont remplacés par les mots « l'article 59 ».

Art. 24. Dans l'article 80, paragraphe 2, du même décret, le 8° est abrogé.

Art. 25. Dans l'article 125 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1° : les mots « , du chef d'établissement scolaire » sont insérés entre les mots « chef de famille » et les mots « ou d'un membre de l'inspection »;

b) au 3° : les mots « médecin responsable d'une équipe chargée de l'inspection médicale scolaire » sont remplacés par les mots « centre psycho-médico-social »;

c) au 5° : les mots « médecin responsable d'une équipe chargée de l'inspection médicale scolaire » sont remplacés par les mots « centre psycho-médico-social » et les mots « un autre établissement dispensant » sont abrogés.

Art. 26. Dans l'article 130 du même décret, le mot « enfants » est remplacé par le mot « élèves ».

Art. 27. Dans l'article 132 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, les mots « poursuit toute sa scolarité » sont remplacés par les mots « suit tous les cours pendant toute l'année scolaire »;

b) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour chaque élève intégré en enseignement fondamental et dans les deux premiers degrés de l'enseignement secondaire, il est accordé quatre périodes d'accompagnement assurées par du personnel de l'enseignement spécialisé.

Pour chaque élève intégré dans le 3^e degré de l'enseignement secondaire, il est accordé huit périodes d'accompagnement assurées par du personnel de l'enseignement spécialisé. »;

c) le paragraphe 3 est complété par les mots « pour son accompagnement ».

Art. 28. Dans l'article 133 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation au premier alinéa de l'article 132, paragraphe 1^{er} et afin de permettre à l'école d'enseignement secondaire ordinaire de délivrer les attestations et certificats sanctionnant les études conformément à la législation, l'élève, qui suit l'entièreté des cours dans l'enseignement ordinaire dans le cadre d'une intégration temporaire totale depuis au moins le 30 octobre de l'année scolaire en cours, peut être inscrit en intégration permanente totale dans cette école ordinaire le dernier jour ouvrable du mois de mai de la même année.

L'élève inscrit en intégration permanente totale le dernier jour ouvrable du mois de mai conformément à l'alinéa précédent ne peut en aucun cas bénéficier des périodes d'accompagnement prévues à l'article 132 pour l'année scolaire en cours. Au plus tard le 7 juin de l'année scolaire au cours de laquelle l'élève est passé en intégration permanente totale en application de l'alinéa précédent, la direction dans l'établissement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné de l'établissement d'enseignement spécialisé transmet la liste des élèves concernés aux services du Gouvernement.

Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions peut reconnaître comme valides les attestations et certificats qui ont été délivrés par les établissements d'enseignement secondaire ordinaires au cours des années scolaires 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 aux élèves en intégration temporaire totale. »

2° dans le paragraphe 3, les mots « une dérogation aux normes précédentes peut être accordée » sont remplacés par les mots « des périodes dérogatoires peuvent être accordées »;

3° dans le paragraphe 4 du même décret, les mots « l'inscription d'un élève relevant du niveau maternel ou primaire de l'enseignement spécialisé dans une école organisant un autre type d'enseignement maternel ou primaire spécialisé » sont remplacés par les mots « l'inscription d'un élève relevant de l'enseignement spécialisé dans une école organisant un autre type d'enseignement spécialisé »;

4° dans le paragraphe 5, les mots « maternel ou primaire » sont abrogés.

Art. 29. Dans l'article 136, 1°, du même décret, les mots « le dossier de l'élève » sont remplacés par les mots « la fiche d'identification et de parcours de l'élève ».

Art. 30. Dans l'article 140 du même décret, les mots « dossier complet » sont remplacés par les mots « protocole d'intégration ».

Art. 31. Dans l'article 146, 2°, du même décret, les mots « une ou des périodes déterminées d'une année scolaire » sont remplacés par les mots « une ou des périodes déterminées de l'année scolaire en cours ».

Art. 32. Dans l'article 147 du même décret, les mots « maternel ou primaire » sont supprimés.

Art. 33. Dans l'article 147bis du même décret, les mots « maternel ou primaire » sont supprimés.

Art. 34. Dans l'article 148, alinéa 8, du même décret, les mots « une dérogation peut être accordée » sont remplacés par les mots « des périodes dérogatoires peuvent être accordées ».

Art. 35. Dans l'article 151 du même décret, les mots « Dès la réception de l'avis visé à l'article 150, la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement spécialisé prend les contacts nécessaires pour trouver l'école d'enseignement ordinaire qui accepte d'être partenaire dans l'intégration partielle ou l'intégration temporaire envisagée.

Dès l'acceptation de la proposition d'intégration partielle ou d'intégration temporaire par la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement ordinaire, la définition d'un projet d'intégration est recherchée conjointement par : » sont remplacés par les mots « dès l'acceptation de la proposition d'intégration partielle ou d'intégration temporaire par les partenaires, la définition d'un projet d'intégration est recherchée conjointement par : ».

Art. 36. Dans l'article 152, 1°, du même décret, les mots « le dossier de l'élève » sont remplacés par les mots « la fiche d'identification et de parcours de l'élève ».

Art. 37. Dans l'article 154 du même décret, le mot « dossier » est remplacé par les mots « protocole d'intégration ».

Art. 38. Dans l'article 156 du même décret, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le dernier jour du mois de mai, chacune des parties ayant marqué son accord au protocole peut demander de mettre fin à l'intégration temporaire totale et permettre le retour à temps plein de l'élève en enseignement secondaire ordinaire dans le cadre d'une intégration permanente totale ».

Art. 39. Dans l'article 158*bis*, § 2, du même décret, les mots « l'article 156, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « l'article 156, alinéa 4 ».

CHAPITRE XIII. — *Disposition modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire*

Art. 40. Dans le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, les mots « de conseil et d'animation pédagogiques » sont chaque fois remplacés par les mots « de conseil et de soutien pédagogiques ».

CHAPITRE XIV. — *Dispositions modifiant le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres PMS*

Art. 41. Dans l'article 37 du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « pour une période de 3 ans » sont remplacés par les mots « pour une période de cinq ans »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré après l'alinéa 1^{er} :

« A titre transitoire, la rédaction du projet de centre portera sur la période allant de 2013 à 2016, de 2016 à 2020, puis tous les cinq ans. »;

3° l'alinéa 2, 1°, devenu alinéa 3, 1°, les mots « l'exercice trisannuel » sont remplacés par les mots « l'exercice ».

4° l'article 37 est complété par un alinéa rédigé comme suit

« Le cas échéant, le projet de centre peut être amendé annuellement ».

Art. 42. Dans l'article 41, § 1^{er} du même décret, les mots « tous les trois ans » sont remplacés par « au terme de chaque période telle que visée à l'article 37, alinéas 1^{er} et 2. ».

CHAPITRE XV. — *Dispositions modifiant le décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux*

Art. 43. A l'article 13 du décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux, les mots « tous les trois ans » sont remplacés par « tous les cinq ans ».

Art. 44. Dans l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 5, les mots « pour une durée de trois exercices » sont remplacés par les mots « pour une durée de cinq exercices »;

2° le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« A titre transitoire, le choix de la fonction requise portera sur la période allant du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2020 ».

Art. 45. Dans l'article 18 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « pour une durée de trois ans » sont remplacés par « pour une durée de cinq ans »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « comptabilisés au 15 janvier précédent » sont remplacés par les mots « comptabilisés au 15 janvier de l'année scolaire précédente »;

3° le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« A titre transitoire, la prochaine attribution de ces charges complémentaires portera sur la période allant du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2020 »;

4° l'article 18 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les services du Gouvernement informent les directions des centres de leur entrée ou de leur sortie de la liste des bénéficiaires au plus tard pour le 31 janvier qui précède. »

CHAPITRE XVI. — *Dispositions modifiant le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation*

Art. 46. Dans le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, dans l'intitulé du Titre II, le mot « transitoire » est inséré entre les mots « abrogatoire » et « et finale ».

Art. 47. Dans le décret du 21 novembre 2013 précité, il est inséré un chapitre 1^{er}*bis* intitulé comme suit :

« Chapitre 1^{er}*bis* – Dispositions transitoires ».

Art. 48. Dans le chapitre 1^{er}*bis* du même décret, il est inséré un article 41*bis* rédigé comme suit :

« A titre transitoire, les services d'accrochage scolaire bénéficiant, à la date du 31 août 2014, d'un agrément en vertu de l'article 18 du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école restent soumis au Titre VI du décret du 12 mai 2004 précité jusqu'à la fin de leur agrément. »

CHAPITRE XVII. — *Entrée en vigueur*

Art. 49. L'article 3 produit ses effets au 1^{er} septembre 2013.

Les articles 46 à 48 produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2014.

Art. 50. Sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée par l'article 49, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mai 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 647-1. — Amendement de commission, n° 647-2. — Rapport, n° 647-3. *Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29360]

11 APRIL 2014. — Decreet houdende wijziging van diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepaling houdende wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs*

Artikel 1. In artikel 4^{ter} van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, vijfde lid, worden de woorden "kunnen één of meer enkelvoudige basisopties of een gegroepeerde basisoptie vervangen" vervangen door de woorden "kunnen één of meer enkelvoudige basisopties of een gegroepeerde basisoptie vervangen, onder voorbehoud van de toelating bedoeld bij artikel 58, § 7, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs";

2° paragraaf 2 wordt met het volgende lid aangevuld :

"De leerlingen ingeschreven in een hogere kunstschool overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij artikel 50 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstscholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, kunnen één of meerdere enkelvoudige basisopties of één gegroepeerde basisoptie vervangen, onder voorbehoud van de toelating bedoeld bij artikel 58, § 7, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, door een equivalent aantal lestijden op het gebied van Muziek, zonder van het eerste lid, 1° tot 5°, af te kunnen wijken.";

3° in paragraaf 3, achtste lid, worden de woorden "kunnen één of meer enkelvoudige basisopties of een gegroepeerde basisoptie vervangen" vervangen door de woorden « kunnen één of meer enkelvoudige basisopties of een gegroepeerde basisoptie vervangen, onder voorbehoud van de toelating bedoeld bij artikel 58, § 7, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs »;

4° paragraaf 3 wordt met het volgende lid aangevuld :

"De leerlingen ingeschreven in een hogere kunstschool kunnen, overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij artikel 50 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstscholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, één of meerdere enkelvoudige basisopties of één gegroepeerde basisoptie vervangen, onder voorbehoud van de toelating bedoeld bij artikel 58, § 7, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, door een equivalent aantal lestijden op het gebied van Muziek, zonder van het eerste lid, 1° tot 3°, en het tweede lid af te kunnen wijken."

Art. 2. In dezelfde wet wordt een artikel *4nonies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel *4nonies*. - § 1. De leerlingen van het derde, vierde, vijfde en zesde jaar van het gewoon secundair onderwijs of van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 kunnen een individueel schoolverblijf verrichten in het buitenland of in een andere nationale taalgemeenschap.

Deze individuele schoolverblijfdagen gebeuren in het kader van de Europese mobiliteitsprogramma's of programma's ingericht of erkend door de Regering.

§ 2. Deze individuele schoolverblijfdagen worden beschouwd als integraal deel uitmakend van het schooljaar tijdens welk ze plaatshebben. De klassenraad houdt rekening met de schoolresultaten van de mobiliteitsperiode in de globale evaluatie van de leerling, door inzonderheid te steunen op de informatie en de evaluaties meegedeeld door de onthaalschool gelegen in het buitenland of in een andere nationale taalgemeenschap.

Opdat de mobiliteitsperiode door de klassenraad in aanmerking zou worden genomen, moet de betrokken leerling aan de volgende minimale voorwaarden voldoen :

1° regelmatig and stipt les hebben gevolgd in de onthaalschool gedurende zijn individuele schoolverblijf;

2° voor de schoolverblijfperiodes van meer dan drie maanden, een lesrooster hebben gevolgd in een onthaalschool die overeenstemt met de rooster die hij gevolgd zou hebben in zijn oorspronkelijke school in de Franse Gemeenschap;

3° de regels eigen aan het betrokken mobiliteitsprogramma in acht te hebben genomen;

4° voor de schoolverblijfperiodes van meer dan drie maanden, de pedagogische overeenkomst in acht te hebben genomen die vooraf door de klassenraad in overleg met de leerling en zijn wettelijke verantwoordelijke werd opgesteld.”.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling houdende wijziging van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II*

Art. 3. In artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, worden de woorden “en in de stelsels voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers, zoals bedoeld bij artikel 2, § 1, 2°, van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs” na de woorden “in het gedifferentieerd eerste jaar”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen houdende wijziging van het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze waarop voor de Rijksinstituten voor buitengewoon onderwijs de ambten worden bepaald van het paramedisch personeel en van het personeel, toegekend in het kader van het internationaal*

Art. 4. In hoofdstuk III van het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze waarop voor de Rijksinstituten voor buitengewoon onderwijs de ambten worden bepaald van het paramedisch personeel en van het personeel, toegekend in het kader van het internationaal, wordt een artikel 15/3 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 15/3. - De overblijvende lestijden na aanrekening op het lestijdenpakket van de lestijden toegekend aan ieder lid van het paramedisch, sociaal, psychologisch, hulpopvoedend en administratief personeel, overeenkomstig de regels verwoord in dit hoofdstuk, vormen het overschot.”.

Art. 5. In hoofdstuk *IIIbis* van hetzelfde koninklijk besluit, wordt een artikel *15quater*, luidend als volgt, ingevoegd :

“Artikel *15quater*. - De overblijvende lestijden na aanrekening op het lestijdenpakket van de lestijden toegekend aan ieder lid van het paramedisch, sociaal, psychologisch, hulpopvoedend en administratief personeel, overeenkomstig de regels verwoord in dit hoofdstuk, vormen het overschot.”.

Art. 6. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een hoofdstuk *IIIter* ingevoegd, luidend als volgt :

“Hoofdstuk *IIIter* - Aanwending van de overschotten

Artikel *15quinquies*. - De Regering, volgens nader door haar bepaalde regels, kan het overdragen toelaten van een overschot tussen internaten, opvanghuizen en huizen voor permanent onthaal na raadpleging van het basisoverlegcomité.

Artikel *15sexies*. - De overschotten kunnen niet aan een onderwijsinrichting afgestaan worden.

Artikel *15septies*. - Er kan geen benoeming gebeuren in het kader van de aanwending van de overschotten.”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht*

Art. 7. Artikel 1, § *4bis*, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

“4° deeltijds een door het “Agence Wallonne pour l'Intégration de la Personne Handicapée” (AWIPH), door de Franse Gemeenschapscommissie of door het RIZIV gesubsidieerde en erkende structuur te bezoeken. De tenlasteneming van de leerling door dit type structuur mag niet meer dan vier halve dagen per week bedragen. Mits afwijking toegekend door de Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs, gedurende de eerste drie maanden van de implementatie van het project van deeltijdse scholarisatie, wordt iedere betrokken leerling beschouwd als aan de leerplicht voldoende als hij de school minimum een halve dag per week bezoekt. Voor elke betrokken leerling, zal het project van deeltijdse scholarisatie het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen de inrichting voor gewoon onderwijs of de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, de door het “Agence Wallonne pour l'Intégration de la Personne handicapée” (AWIPH), door de Franse Gemeenschapscommissie of door het RIZIV gesubsidieerde en erkende structuur, het PMS-centrum en de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent.”.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen houdende wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs*

Art. 8. Artikel 1, § 3, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, wordt aangevuld met :

“3° de onderwijslestijden op het gebied van de Muziek, gevolgd door leerlingen ingeschreven in een hogere kunstschool, overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij artikel 50 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstschoolen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.”.

Art. 9. § 1. Artikel 58, paragraaf 7, van hetzelfde koninklijk besluit, wordt vervangen door :

“§ 7. De minister of diens afgevaardigde kan, bij wijze van uitzondering en voor individuele gevallen, op aanvraag van het inrichtingshoofd, leerlingen van het derde, vierde, vijfde of zesde jaar van het algemeen onderwijs of het technisch doorstromingsonderwijs die hun erkenning door de minister bevoegd voor sport hebben gekregen als leerlingen topsporters, sportbeloften of trainingpartners, toelaten om één of meerdere enkelvoudige basisopties of hun gegroepede basisoptie te vervangen door een gelijkwaardig aantal lestijden-sporttraining met inachtneming van de voorwaarden bedoeld bij artikel 4ter, § 2, vijfde lid, en bij artikel 4ter, § 3, achtste lid, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs.”.

§ 2. Artikel 58 van hetzelfde koninklijk besluit wordt met de volgende paragraaf aangevuld :

“§ 8. De minister of diens afgevaardigde kan, bij wijze van uitzondering en voor individuele gevallen, op aanvraag van het inrichtingshoofd, leerlingen van het derde, vierde, vijfde of zesde jaar van het algemeen onderwijs of het technisch doorstromingsonderwijs die voor een toelatingsproef in een hogere kunstschool geslaagd zijn, toelaten om één of meerdere enkelvoudige basisopties of hun gegroepede basisoptie te vervangen door een gelijkwaardig aantal muzikalelestijden met inachtneming van de voorwaarden bedoeld bij artikel 4ter, § 2, zesde lid, en bij artikel 4ter, § 3, negende lid, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs.”.

Art. 10. In artikel 59, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “alsook het attest van advies van de begeleidingsinstelling samen met een protocol ter verantwoording» vervangen door de woorden «het met redenen omkleed advies van de begeleidingsinstelling voor de leerlingen van de betrokken inrichting voor gespecialiseerd onderwijs”.

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend onderwijs*

Art. 11. In artikel 6, paragraaf 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend onderwijs, worden de woorden “op 31 december van het lopend jaar” afgeschaft.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 12. In artikel 23bis van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend onderwijs, wordt paragraaf 1, eerste lid, a), aangevuld met de volgende woorden : “behoudens afwijking toegestaan met toepassing van paragraaf 4”.

Art. 13. In artikel 24 van hetzelfde decreet, wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid :

“In afwijking van het eerste lid, 2°, kan de Regering één of meerdere opties van het derde jaar van het kwalificatieonderwijs die onder meerdere sectoren ressorteert (ressorteren) bepalen om de leerlingen toe te laten hun oriëntatie te kiezen met kennis van zaken.”.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend*

Art. 14. In artikel 6, paragraaf 1, 1°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, zoals vervangen bij het decreet van 17 juli 2013, worden de woorden “hetzij het getuigschrift van het geslaagde 1e studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet assistent(e) ziekenhuisverpleger(verpleegster) of van het brevet van assistent(e) ziekenhuisverpleger(verpleegster) - richting psychiatrie ” vervangen door de woorden “hetzij het brevet assistent(e) ziekenhuisverpleger(verpleegster) of het brevet assistent(e) ziekenhuisverpleger(verpleegster) - richting psychiatrie”

HOOFDSTUK IX. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 15. In artikel 39bis, § 1, 6°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt een punt i), luidend als volgt, ingevoegd :

“i) het model van Bijvoegsel bij het Europass getuigschrift dat de schoolinrichtingen aan de leerlingen houder van de betrokken getuigschriftuitreiking moet toekennen.”.

Art. 16. In artikel 80 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt de volgende paragraaf 1bis toegevoegd :

“Elke inrichting voor kleuteronderwijs en/of lager onderwijs van de Franse Gemeenschap moet de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap inlichten over de beschikbare plaatsen per studiejaar, voor elke vestiging.

Deze informatie moet op elk ogenblik van het lopend schooljaar meegedeeld worden en vanaf de maand januari voor het volgende schooljaar.”.

Art. 17. In artikel 88 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 wordt de volgende paragraaf *1bis* toegevoegd :

“§ *1bis*. In het kleuteronderwijs en/of het lager onderwijs, moet elke inrichtende macht de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap inlichten over de beschikbare plaatsen per studiejaar, voor elke vestiging.

Deze informatie moet op elk ogenblik van het lopend schooljaar meegedeeld worden en vanaf de maand januari voor het volgende schooljaar.”.

Art. 18. In artikel 98*bis*, § 3, tweede streepje, van hetzelfde decreet; worden de woorden “of door een nieuwe beslissing wat betreft de toelating tot de kwalificatieproef” opgeheven.

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Art. 19. In artikel 2 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

punt 11° wordt vervangen door :

“11° Taakleraar en leraar Pedagogische Steun : lager onderwijzer belast met het zorgen voor, het coördineren van en het steunen van de opvoedingsactiviteiten bedoeld bij artikel 15, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;”;

in punt 25° worden de woorden “taakleraar” vervangen door de woorden “taak- en pedagogischesteunleraar”.

Art. 20. In de artikelen 11, 19, 20, 21, 32*bis*, 32, 33, 35 en 98*ter* van hetzelfde decreet, worden de woorden “taakleraar” telkens vervangen door de woorden “taak- en pedagogischesteunleraar”.

Art. 21. In artikel 33, § 3, van hetzelfde decreet, worden twee leden, luidend als volgt, tussen lid 2 en 3 ingevoegd :

“Per schijf van 24 lestijden toegekend aan een taak- en pedagogische steunleraar, kunnen zes lestijden maximum voorbehouden worden voor de coördinatie- en pedagogischesteuntaken ten gunste van de gesteunde leerlingen.

De bepaling bedoeld bij het vorige lid maakt, bij elk begin van een nieuw schooljaar, het voorwerp van een gunstig advies uit naargelang het geval van het basisoverlegcomité voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke paritaire commissie voor het gesubsidieerd officieel onderwijs of een overleg binnen de daartoe bedoelde instantie in het gesubsidieerd vrij onderwijs.”.

HOOFDSTUK XI. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan*

Art. 22. Artikel 9 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, wordt vervangen door :

“Artikel 9. - Buiten de prestatietijd van het personeelslid is de vrijwillige opleiding niet beperkt in aantal halve dagen per opleidingsjaar.

In het gespecialiseerd onderwijs en in het gewoon secundair onderwijs, wanneer zij plaats heeft tijdens de prestatietijd van de personeelsleden, mag zij niet meer bedragen dan zes halve dagen per opleidingsjaar, behoudens afwijking toegestaan door de Regering op verzoek van het inrichtingshoofd in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap of van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs.

In de psycho-medisch-sociale centra ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wanneer zij plaats heeft tijdens de prestatietijd van de personeelsleden, mag zij niet meer bedragen dan twintig halve dagen per opleidingsjaar, behoudens afwijking toegestaan door de Regering op verzoek van de directeur van het psycho-medisch-sociale centrum voor door de Franse Gemeenschap ingerichte centra, of van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs of van de inrichtende macht in de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde centra. Een deel van de quota kan om een collectieve supervisie aangewend worden.”.

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 23. In artikel 65, paragraaf 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden “artikel 7” vervangen door de woorden “artikel 59”.

Art. 24. In artikel 80, paragraaf 2, van hetzelfde decreet, wordt het punt 8° opgeheven.

Art. 25. In artikel 125 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij 1° : worden de woorden “het gezinshoofd of een lid van de schoolinspectie” vervangen door de woorden “het gezinshoofd, het hoofd van de schoolinrichting of een lid van de schoolinspectie”;

b) bij 3° : worden de woorden “de arts die verantwoordelijk is voor een ploeg belast met het medisch schooltoezicht” vervangen door de woorden “het psycho-medisch-sociale centrum”;

c) bij 5° : worden de woorden “de arts die verantwoordelijk is voor een ploeg belast met het medisch schooltoezicht” vervangen door de woorden “het psycho-medisch-sociale centrum” en de woorden “over de opportuniteit een leerling met specifieke behoeften over te dragen van een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs naar een andere inrichting die een beter geschikt gespecialiseerd onderwijs verstrekt” door de woorden “over de opportuniteit een leerling met specifieke behoeften over te dragen van een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs naar een beter geschikt type gespecialiseerd onderwijs”.

Art. 26. In artikel 130 van hetzelfde decreet wordt het woord “kinderen” vervangen door het woord “leerlingen”.

Art. 27. In artikel 132 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

bij paragraaf 1 worden de woorden “zijn gehele schooltijd” vervangen door de woorden “alle lestijden gedurende het hele jaar”;

paragraaf 2 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“§2. Voor elke geïntegreerde leerling in het basisonderwijs en in de eerste twee graden van het secundair onderwijs worden vier lestijden begeleiding toegekend die verstrekt worden door personeel van het gespecialiseerd onderwijs.

Voor elke geïntegreerde leerling in de derde graad van het secundair onderwijs worden acht lestijden begeleiding toegekend die verstrekt worden door personeel van het gespecialiseerd onderwijs.”;

paragraaf 3 wordt aangevuld met de woorden “voor zijn begeleiding”.

Art. 28. In artikel 133 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt met drie leden aangevuld, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid van artikel 132, paragraaf 1 en opdat de school voor gewoon secundair onderwijs in staat zou worden gesteld de attesten en getuigschriften uit te reiken die de studies bekrachtigen overeenkomstig de wetgeving, kan de leerling die alle cursussen volgt in het gewoon onderwijs in het kader van een totale tijdelijke integratie sinds minstens 30 oktober van het lopende schooljaar, in totale permanente integratie in deze gewone school ingeschreven zijn de laatste werkdag van de maand mei van datzelfde jaar.

De leerling ingeschreven in totale permanente integratie in deze gewone school de laatste werkdag van de maand mei overeenkomstig het vorige lid kan in geen geval de begeleidingslestijden bedoeld bij artikel 132 genieten voor het lopende schooljaar. Ten laatste op 7 juni van het schooljaar gedurende welk de leerling tot de totale permanente integratie is getreden met toepassing van het vorige lid, deelt de directie in de inrichting ingericht door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs de lijst mede van de betrokken leerlingen aan de diensten van de Regering.

De Minister bevoegd voor het secundair onderwijs kan als geldig verklaren de attesten en de getuigschriften uitgereikt door de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs gedurende de schooljaren 2010-2011, 2011-2012 en 2012-2013 aan de leerlingen in totale permanente integratie.”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “een afwijking van de vorige normen door de Regering worden toegestaan” vervangen door de woorden “afwijkingslestijden door de Regering worden toegestaan”;

3° in paragraaf 4 van hetzelfde decreet, worden de woorden “de inschrijving van een leerling toelaten die behoort tot het niveau van het gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs in een school die een ander type gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs organiseert” vervangen door de woorden “de inschrijving van een leerling toelaten die behoort tot het niveau van het gespecialiseerd onderwijs in een school die een ander type gespecialiseerd onderwijs organiseert”;

4° in paragraaf 5, worden de woorden “het niveau van het gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs” vervangen door de woorden “het niveau van het gespecialiseerd onderwijs”.

Art. 29. In artikel 136, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “het dossier van de leerling” vervangen door de woorden “de identificatie- en studieloopbaan van de leerling”.

Art. 30. In artikel 140 van hetzelfde decreet, worden de woorden “het volledige dossier” vervangen door de woorden “het integratieprotocol”.

Art. 31. In artikel 146, 2°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “gedurende één of meer bepaalde lestijden van een schooljaar” vervangen door de woorden “gedurende één of meer bepaalde lestijden van het lopende schooljaar”.

Art. 32. In artikel 147 van hetzelfde decreet, worden de woorden “het gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs” vervangen door de woorden “het gespecialiseerd onderwijs”.

Art. 33. In artikel 147bis van hetzelfde decreet, worden de woorden “het gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs” vervangen door de woorden “het gespecialiseerd onderwijs”.

Art. 34. In artikel 148, achtste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “kan op het voorstel van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, een afwijking worden toegekend” vervangen door de woorden “kunnen op het voorstel van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, afwijkingslestijden worden toegekend”.

Art. 35. In artikel 151 van hetzelfde decreet, worden de woorden “Vanaf de ontvangst van het advies bedoeld in artikel 150, neemt het bestuur of de inrichtende macht van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs de noodzakelijke contacten op om de school voor gewoon onderwijs te vinden die partner aanvaardt te zijn bij de geplande gedeeltelijke of tijdelijke integratie. Zodra het voorstel tot gedeeltelijke integratie of tijdelijke integratie aanvaard wordt door de directie of de inrichtende macht van de inrichting voor gewoon onderwijs, wordt de bepaling van een integratieproject gezamenlijk uitgewerkt door :” vervangen door de woorden “Zodra het voorstel tot gedeeltelijke integratie of tijdelijke integratie aanvaard wordt door de partners, wordt de bepaling van een integratieproject gezamenlijk uitgewerkt door :”.

Art. 36. In artikel 152, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “het dossier van de leerling” vervangen door de woorden “de identificatie- en schoolloopbaan van de leerling”.

Art. 37. In artikel 154 van hetzelfde decreet, wordt het woord “dossier” vervangen door het woord “integratieprotocol”.

Art. 38. In artikel 156 van hetzelfde decreet, wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het eerste en tweede lid :

“In afwijking van het vorige lid kan, op de laatste dag van de maand mei, elke protocolsluitende partij vragen aan de totale tijdelijke integratie een einde te stellen en toe te laten dat de leerling opnieuw voltijds naar het gewoon secundair onderwijs terugkeert in het kader van een totale permanente integratie”.

Art. 39. In artikel 158bis, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden “artikel 156, derde lid” vervangen door de woorden “artikel 156, vierde lid”.

HOOFDSTUK XIII. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs*

Art. 40. In het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs worden, telkens, de woorden “pedagogische raadverlening en animatie” vervangen door de woorden “pedagogische raadverlening en steun”.

HOOFDSTUK XIV. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma’s en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 41. In artikel 37 van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma’s en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “voor een periode van drie jaar” vervangen door de woorden “voor een periode van vijf jaar”;

2° een lid, luidend als volgt, wordt na het eerste lid ingevoegd :

“Bij wijze van overgangsmaatregel zal het opstellen van het centrumproject betrekking hebben op de periode gaande van 2013 tot 2016, van 2016 tot 2020, en daarna om de vijf jaar.”;

3° in het tweede lid, 1°, dat het derde lid, 1°, is geworden, worden de woorden “de dienstperiode van drie jaar” vervangen door de woorden “de jaarlijkse dienstperiode”;

4° artikel 37 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Desgevallend, kan het centrumproject jaarlijks worden geamendeerd”.

Art. 42. In artikel 41, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden “om de drie jaar” vervangen door de woorden “op het einde van elke periode zoals bedoeld bij artikel 37, leden 1 en 2.”.

HOOFDSTUK XV. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 43. In artikel 13 van het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden “om de drie jaar” vervangen door de woorden “om de vijf jaar”.

Art. 44. In artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vijfde lid, worden de woorden “voor een duur van drie begrotingsjaren” vervangen door de woorden “voor een duur van vijf begrotingsjaren”;

2° het laatste lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Bij wijze van overgangsmaatregel zal de keuze van het ambt betrekking hebben op de periode gaande van 1 september 2016 tot 31 augustus 2020”.

Art. 45. In artikel 18 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “ voor een duur van drie jaar” vervangen door de woorden “voor een duur van vijf jaar”;

2° in het eerste lid worden de woorden “op basis van het aantal leerlingen geteld op voorafgaande 15 januari” vervangen door de woorden “op basis van het aantal leerlingen geteld op 15 januari van het voorafgaande schooljaar”;

3° het laatste lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Bij wijze van overgangsmaatregel zal de eerstkomende toekenning van die aanvullende opdrachten betrekking hebben op de periode gaande van 1 september 2016 tot 31 augustus 2020”;

4° artikel 18 wordt met een lid, luidend als volgt, aangevuld :

“De diensten van de Regering lichten de directies van de centra in over hun opname of wegneming van de lijst van de begunstigden ten laatste tegen 31 januari die voorafgaat.”.

HOOFDSTUK XVI. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie*

Art. 46. In het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, in het opschrift van Titel II, worden de woorden “Opheffings- en slotbepalingen” vervangen door de woorden “Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen”.

Art. 47. In het voornoemde decreet van 21 november 2013 wordt een hoofdstuk 1bis ingevoegd, met het volgende opschrift :

“Hoofdstuk 1bis - Overgangsbepalingen”.

Art. 48. In hoofdstuk 1bis van hetzelfde decreet, wordt een artikel 41bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de diensten voor schoolherinschakeling die op 31 augustus 2014 een erkenning genieten krachtens artikel 18 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school, onderworpen aan Titel VI van het voornoemde decreet van 12 mei 2004 tot het einde van hun erkenning.”.